



CHSCT du 03 juin 2021 Compte-rendu

Ce CHSCT s'est tenu une nouvelle fois en audioconférence, ce que Solidaires Finances a déploré. Plus d'1 an après le début de la crise sanitaire, il n'est toujours pas possible pour certains de mettre en place a minima une visioconférence, sous prétexte d'outils non communs à nos 2 directions...

Point 1 – Approbation de PV du CHSCT

Adoption des PV des séances des 02/07/2020, 08/09/2020, 12/11/2020 et 07/12/2020.

Point 2 - Examen des sources d'identification des risques

- **Registres santé et sécurité au travail**

** DDFIP*

CFP St Jean de Maurienne – sortie parking – Un panneau a été installé sur les places de parking réservées aux visiteurs du CFP. Nous avons pu constater un progrès sur le stationnement mais les rochers ne sont pas remis en place, ce qui n'empêche pas les stationnements sauvages, rendant dangereuse l'entrée ou la sortie des agents, notamment à la pause méridienne. S'agissant d'un parking privé, la commune a refusé d'intervenir. Pour la DDFIP, ne détenant pas le pouvoir de police, elle ne peut pas agir. C'est une situation complexe : parking privé mais avec accès libre.

Pour Solidaires Finances, compte tenu de la dangerosité de la situation, nous avons sollicité une prise de contact entre la DDFIP en soutien du responsable de site pour demander à la commune de faire passer la police municipale sur la plage horaire des sorties des bureaux et d'envisager une réflexion sur la pose d'un système qui ne pourrait pas être déplacé en remplacement des rochers.

CFP St Jean de Maurienne – problème d'entretien des radiateurs – pour la DDFIP, une simple purge des radiateurs ne serait pas suffisante. Un désembouage est envisagé lors du changement de la chaudière, après vérification que cela n'a pas déjà été réalisé.

** Douane*

Bureau de Chambéry – dé-cotation risque DUERP

L'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) a rappelé s'agissant de la cotation des risques, que le niveau de cotation est important et relève du chef de service. Il est important d'avoir des mesures de prévention. Pour lui, le bureau OPCO (Opérations commerciales) traverse une passe difficile, il faudrait éviter d'ajouter des sujets irritants.

Sur l'aspect Risques Psycho-Sociaux (RPS), il est inquiet pour ces services, car le fondement de leur travail est bousculé. Une vigilance est nécessaire ; il demande un vrai soutien et une communication vers les agents, en résumé une vraie attention sur ces services.

Pour Solidaires Finances, nous rejoignons l'intervention de l'ISST. Sur la forme et la méthode employée, nous nous posons beaucoup de questions. Les Organisations Syndicales (OS) ont été invitées tardivement au groupe de travail sur le DUERP, ce qui n'a pas permis aux représentants Solidaires Douane d'être présents et de pouvoir réagir à cette dé-cotation.

Sur le fond, Solidaires Finances a rappelé que la DR de Chambéry avait déjà connu un cas de suicide d'un chef de service imputable à la Douane après 6 ans de procédures (nous avons dû insister pour rappeler la responsabilité de la Douane dans ce suicide...). Il est donc important de prendre en compte le mal-être exprimé par les agents. Nous ne voulons surtout pas revivre ce qui s'est passé.

Le Directeur Régional (DR) a fait preuve d'une grande humanité... nous avons là encore un directeur qui pense que sa seule venue dans un service permet de résoudre l'ensemble des problèmes de ce service, alleluia !!!

Il assume la décotation et a nié la responsabilité de l'administration dans le suicide évoqué, bien que cette responsabilité ait été reconnue par une décision de justice... pour autant, il ne considère pas la suppression du risque : alors pourquoi l'avoir décoté ?

Pour lui, le service de Chambéry ne perdra aucune mission, seul le recouvrement sera transféré au 01/01/2024 et cela ne concernera que le service de Lyon.

Par contre, pour Solidaires Finances, le DR occulte les autres problématiques soulevées même s'il se défend d'avoir nommé des agents en sur-effectif sur ce service (cela compense-t-il les nombreuses absences relevées?).

Mais nous sommes sereins, le messie a prévu de retourner dans le service pour les rassurer.

Une autre OS a rejoint notre analyse et a précisé que personne ne se soucie de l'état des agents.

Pour elle, le message du DR était maladroit lors de sa visite...

BSI Chamonix – pollution sonore

Le matériel défectueux sera réparé (en cours de réalisation).

- **Accident travail**

En l'absence du Dr Veyrat, l'ISST est intervenu sur les problèmes de manutention. Il faut poursuivre les formations mais, s'agissant de la Douane, il faut utiliser les plateformes de déchargement. Il est à regretter l'absence de candidat pour les formations proposées. Le DR propose de refaire une sensibilisation auprès des agents.

S'agissant de l'équipement en bouchons d'oreille, nous avons déjà eu ce débat en CHSCT. Certaines directions ne les autorisent pas. Des renseignements seront pris auprès d'autres directions dont la DR d'Annecy.

Suite à la dernière réflexion sur le sujet, nous avons convenu la difficulté d'être équipé lors des interventions terrain car besoin d'être attentif à l'environnement.

- **Exercices évacuation**

* DDFIP

Un exercice a eu lieu au CFP de Chambéry, rue Pasteur le 24/03/2021 à 9h.

Pour Solidaires Finances, sur le fond rien à signaler. Sur la forme, nous émettons des réserves sur la pertinence d'un exercice le mercredi à 9h.

Pour la Direction, ce n'est pas très grave, car ce bâtiment est peu occupé de toute façon.

* Douane

Aucun exercice

- **Fiches de signalement**

* DDFIP

RAS

* Douane

BSI Modane

Pour l'ISST, cette fiche est l'arbre qui cache la forêt. Des réponses de fond sont attendues pour ces problèmes en brigade qui reviennent régulièrement. Il espère une rupture avec la logique précédente qui était de rendre « médical » la problématique et une capacité à trouver des solutions pour ces dysfonctionnements.

A l'étonnement du DR pour qui il s'agit d'un problème du vivre ensemble, il a précisé être sur le secteur depuis 4 ans et avoir eu de très nombreuses fiches de signalement sur les problèmes relationnels dans les brigades.

Le DR prévoit des rappels déontologiques à l'ensemble de la brigade.

- **Visites/notes de l'ISST**

* DDFIP

Rapport de visite de l'ISST au CFP de Chambéry, avenue de Bassens, 8 et 9 janvier 2020.

L'ISST a présenté son rapport, qu'il n'a pu réaliser avant compte tenu de la crise sanitaire. Il souligne que le projet d'isolation est une bonne nouvelle pour ce site.

Points évoqués :

- fissures parking à suivre - un nouvel audit serait le bienvenu ;
- l'entretien des toits-terrasse, avec sécurisation de l'accès;
- partie incendie – bien levé les réserves éclairage de sécurité et
- stockage parking couvert – risque d'incendie et présence de véhicules à proximité, normalement il ne doit y avoir ni cendriers ni poubelles;
- risques de chute – pas de stockage sur les armoires;
- problème odeur au n+2 – lever toutes les suppositions – L'ISST peut passer des coordonnées d'une société donnée pour intervention et lever les doutes – il précise que certains sols plastiques peuvent rejeter des produits chimiques;
- interrogation sur la maintenance des fontaines à eau – prévoir une traçabilité des passages;
- VMC les bouches ont été nettoyées maintenant il faut faire le contrôle du flux
- rappeler que les équipements de restauration doivent être nettoyés par l'employeur;
- un ordinateur portable en permanence ce n'est pas idéal, il faut recréer un environnement de travail ;
- attention particulière sur les RPS dans le cadre du NRP.

Pour Solidaires Finances, les points relevés concernant le parking sont importants, mais nous ne voyons pas de solutions pour le stockage des poubelles. S'agissant du coin fumeur, une réflexion serait à mener au niveau du site.

S'agissant de la grille métallique d'entrée (qui doit rester levée en présence d'agents dans le bâtiment), cette remarque se retrouve sur l'ensemble des rapports sans que la DDFIP s'en saisisse. Des solutions sont à envisager qui doivent passer par une communication adéquate et certainement un temps d'adaptation des usagers (comme pour la fermeture le mercredi de certains sites).

S'agissant des fissures, la Direction a répondu avoir d'autres urgences à régler et avoir pris note de l'observation.

Nous sommes également intervenus sur l'aménagement de l'accueil sachant des groupes de travail en cours et leurs éventuels conséquences sur l'organisation (de l'accueil).

Réponse DDFIP : ce sont des groupes purement métier avec une déclinaison locale sans pour autant qu'il y ait une harmonisation départementale. Sur le site de Bassens, rien ne devrait être fait avant 2022 ou 2023 car en attente de savoir ce que deviendra le service des amendes. Il faut réfléchir aux flux que nous devons gérer, accueil sur rendez-vous, physique, téléphonique, visio...

Nous mènerons une réflexion en interne d'abord pour ensuite faire appel à des professionnels pour arriver à ce que nous souhaitons.

Sur l'espace fumeur, l'ISST a précisé qu'il n'y avait pas d'obligation d'en avoir un. Il existe des cendriers de poche... il a insisté sur le fait que s'il y a un incendie, cela peut avoir de graves conséquences.

Solidaires Finances a évoqué également le problème des bandes antidérapantes des escaliers de secours qui sont dégradées et la problématique du nettoyage. Même si le personnel d'entretien passe régulièrement, constat d'une saleté persistante.

Par ailleurs, constat général sur l'entretien de l'armoire frigo de l'espace social dont l'état est impropre à l'utilisation. Avis unanime sur le manque de respect de certains utilisateurs dans le cadre de la fréquentation d'un espace collectif même si l'entretien relève de la responsabilité de l'employeur.

Enfin, attention appelée sur le fonctionnement des badges qui ne permettent plus à partir de 19h01 de pouvoir ouvrir les portes donc de sortir par le cheminement habituel et usuel. La DDFIP doit se rapprocher du gestionnaire de site sur ce dernier point.

Point 3 - budget

Les propositions d'actions ont été étudiées lors d'un précédent GT (groupe de travail).

Les actions de financement demandées suite à **aménagement de poste par le médecin de prévention** (bouchons d'oreilles spécifiques tir, coussin d'assise ergonomique, trousse premiers secours, casque téléphonique, analyse d'eau et humidificateur d'air) ont toutes été acceptées.

Actions de financement validées :

- Un nouveau devis nous a été présenté pour des stores vénitiens du bureau des douanes de Grenoble ;
- Le remplacement des stores occultant sur le site de Moutiers par un store banne guidé par des coulisses à l'horizontale, co-financement 50 % DDFIP 50 % CHSCT.
- Actions pour l'amélioration des conditions de travail (Analyseurs qualité de l'air, lampes rechargeables, grilles de sécurité pour véhicules, trousse « Damage control » « pharmacie douane ») ;
- Action concernant le handicap pour l'intervention d'un interprète langages des signes dans le cadre de la campagne d'impôt sur le revenu, action récurrente ;

Actions de formation :

Certaines formations validées en 2019 (« Damage control » risques hémorragiques) et programmées pour début 2020 ; qui n'ont pu être effectuées du fait de la crise sanitaire, seront reprogrammées sur l'année 2021. Pour une question de délais leur coût sera malheureusement imputé sur le budget 2021.

Les formations 2020 (annulées pour cause de COVID) sont reprogrammées pour la rentrée 2021

Une formation **habilitation électrique recyclage** pour 6 agents en Douane et 1 agent à la DDFIP pour un coût de 1404 € est proposée. Solidaires Finances a souligné l'importance de ne pas attendre 2022 pour la lancer.

Plusieurs formations sur le thème des risques psychosociaux avaient été proposées lors du GT du 18/05/2021 ; notamment celles concernant le télétravail (d'actualité) et celles liées à l'adaptation aux changements (encore plus d'actualités dans cette période de mise en place du NRP).

Pour le télétravail, la formation de Sophie Guillot « Télétravail : être efficace et gagner en bien-être » est retenue avec une session de 2 jours pour 12 participants maximum (1800 € + 350 € de déplacement).

La formation « **Outils pour un monde qui bouge** » de Martine Donze – 3 sessions de 1 jour au moins sont envisagées (950 € x 3), étant donné les réorganisations en cours dans les 2 administrations ;

D'autres formations seront proposées pour le prochain CHSCT prévu en septembre, notamment les stages évacuation incendie dont le choix du prestataire est à venir.

Point 4 – Campagne DUERP/PAP

- Avis sur le PAP DDFIP

Actualisation du DUERP qui n'avait pas pu être faite en 2020. Pendant la crise sanitaire, il a été demandé aux assistants de prévention de mettre à jour le DUERP sur les risques liés à la crise sanitaire.

Jusqu'à fin février, les chefs de service en association avec leurs agents ont pu effectuer les mises à jour. Un Groupe de travail avec les OS s'est tenu le 07/05 pour harmoniser la cotation des risques. Seul Solidaires Finances Publiques était présent. Le PAP (plan d'action et de prévention) a été réalisé suite à ce GT.

Pour Solidaires Finances, le PAP comprend des actions évoquées lors du GT à la demande de Solidaires Finances Publiques (accompagnement des agents notamment). Par contre, il reste une problématique d'équipement en double-écrans de certains services.

La DDFIP repassera le message lors d'une prochaine audio avec les chefs de services. Au regard du taux d'équipement des différents services, la DDFIP devrait pouvoir satisfaire l'ensemble des demandes d'équipement (en 2^e écran) qui seront faites sauf à ce qu'il y ait une erreur sur le taux d'équipement actuel.

L'ISST a remercié la DDFIP pour son invitation au GT et a souligné :

- s'agissant de l'équipement en lampadaire, une action positive financée par d'autres CHSCT ;
- s'agissant des RPS, il faudrait mesurer les causes et ne pas en rester au traitement des effets.

Avis favorable unanime des représentants des personnels.

- Avis sur le PAP Douane

Tous les services ont été consultés, la plupart en 2021. Le DUERP Douane représente plus de 600 lignes. Nous retrouvons les risques infectieux liés au covid, risques de glissade et chute, risques routier, manutention, RPS...

Le PAP 2021 se compose en 3 parties

- prévention pendant la crise sanitaire, 2 parties le risque infectieux et le télétravail;
- les risques liés à la sécurité, cette année porte beaucoup sur l'immobilier;
- les risques nouveaux signalés en 2021, avec les RPS.

L'ISST a regretté ne pas avoir reçu d'invitation pour le groupe de travail Douane. Toutefois, il est disposé à renouveler l'action de formation à destination des gestionnaires de site. Il a par ailleurs trouvé excellente l'idée d'une formation sur les produits chimiques. Par contre, avec le médecin de prévention, ils émettent des réserves sur les filets et sangles de protection dans les véhicules et souhaitent des grilles fixées par des professionnels agréés (ce qui sera le cas vraisemblablement).

Pour Solidaires Finances, au sujet du maintien du dialogue social évoqué dans l'une des actions, pour nous, il s'est dégradé en l'absence de présentiel. La qualité n'est pas au rendez-vous même si nous le regrettons souvent également pour des réunions en présentiel.

Nous déplorons l'absence d'invitation de l'ISST au GT même si celle-ci ne serait pas obligatoire. S'agissant des convocations à ce GT, nous constatons une modalité de convocation qui n'a pas permis aux représentants de Solidaires Douane de pouvoir y assister (convocation par application « courrier » le 13/04 pour un GT du 20/04)... mais visiblement il y avait peut-être intérêt à ce qu'ils ne puissent intervenir sur cette décotation, qui allait à l'encontre de la cotation des agents et du chef de service. Le DR qui s'est imposé comme unique chef de service en l'espèce considère bien peu l'avis de ses agents et responsables de service. Les anciens collègues, amis et la famille de notre collègue décédé, Hugues, apprécieront l'avis du DR et l'absence de prise en compte d'une décision de justice.

Malgré l'excellent travail accompli par l'assistante de prévention, nous avons décidé pour les raisons évoquées ci-avant de ne pas participer au vote de ce plan d'action, rejoint par 2 autres OS sur cette décision.

Vote : n'ont pas participé, Solidaires Finances, CGT et FO
CFTC a émis un avis favorable

Point 5 – Point de l'équipe pluridisciplinaire

Certains points du PAP ont été évoqués en équipe pluridisciplinaire.

Sujets abordés par l'équipe :

- le radon, le médecin de prévention souhaite faire une audioconférence auprès des agents ;
- protections auditives pour les motards ;
- fiche de signalement, échanges sur les soucis à l'accueil et la montée en puissance des incivilités des usagers ;
- épisodes de chaleur qui ne vont pas tarder.

S'agissant de ce dernier point, Solidaires Finances souligne que les chefs de service de la DDFIP ont reçu une note pour les mesures canicule. Nous pouvons saluer l'anticipation concernant cette problématique (ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent). Pour toutes difficultés d'application rencontrées, vous pouvez nous en informer.

Cette note, d'après l'assistant de prévention, sera diffusé sur Ulysse vendredi 04/06.

Point 6 – Plombémie dans l'eau – DR Douane Chambéry

Rappel du contexte – communication en octobre 2020 de mesures réalisées en juillet 2019 suite à découverte de réseau en plomb dans le bâtiment (suite à travaux).

Il s'agit aujourd'hui d'évoquer l'état d'avancement des travaux.

Un architecte et un bureau d'étude ont élaboré un avant-projet et un DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). Du 22/03 au 15/05, a eu lieu la consultation des entreprises mais une seule réponse reçue avec une offre trop élevée.

Donc, relance d'un nouvel appel d'offre qui rend impossible à ce jour la vision d'un calendrier. Compte tenu de ce qui précède, le retard dans l'hypothèse la plus optimiste sera de 1 à 1,5 mois.

Point 7 - Point COVID

L'ISST fait un point sur la situation sanitaire actuelle ; avec un niveau de circulation du virus à la baisse ; une baisse des hospitalisations ; un taux d'incidence à 100 pour la région.

Même si la situation s'améliore notamment en Auvergne-Rhône-Alpes, la prudence est de mise notamment au vu d'une légère recrudescence dans d'autres régions.

Un assouplissement à compter du 09 juin est prévu, le télétravail ne sera plus la règle, les réunions à plus de 6 peuvent reprendre avec une jauge de 4 m² par personne dans les salles qui pourront être aérées. L'ISST insiste tout de même sur la prudence et préconise une limitation de ses réunions en présentiel.

Il préconise malgré les chaleurs de la saison à venir, de ne pas faire fonctionner les ventilateurs dans les bureaux collectifs ou seulement à vitesse très réduite si la chaleur devient insupportable.

La DDFIP complète cette analyse avec les chiffres concernant uniquement le département de la Savoie (vu en réunion avec le Préfet), nous sommes à un taux d'incidence de 64/100 000, avec une baisse continue des hospitalisations y compris en réanimation.

Le maintien des gestes barrières et la limitation des réunions en présentiel restent de mises.

À ce jour pas de cas à la Douane et 1 cas positif + 1cas-contact à la DDFIP.

Point 8 – GT SDIF

Intervention d'une psychologue du travail – point GT du 29.04.2021

Devis validé pour l'accompagnement, attente du retour de la psychologue pour mise en place de l'action.

POINT 9 - Emménagement de la CRPC au 1er étage du pavillon de la direction régionale des douanes de Chambéry

Point présenté pour information par la Douane. L'opération consiste à déménager des agents qui sont au 2ème étage du bâtiment principal de la DR pour les installer au 1^{er} étage du pavillon, qui se situe à 50 m des actuels locaux ; pas de changement ni de la nature des activités, ni de la compétence des agents. En résumé, rien ne change sauf le lieu.

Pour le mobilier, les agents auront le choix, soit de garder l'actuel mobilier ou de le changer. Ils passeront d'une surface actuelle de 4 bureaux pour 67 m² à 5 bureaux pour 75 m² (plus local internet dédié qui passe de 6 m² à 10 m², archives de 9 m² à 13 m², plus de luminosité naturelle avec passage de 4 m² de surfaces vitrées à 18 m²). Pour le chauffage et la climatisation, rien ne change. Des stores vénitiens seront installés.

Solidaires finances s'est interrogé sur l'ambiance sonore du fait de la proximité d'une rue fréquentée et sur la présence ou non d'un espace de convivialité. Sur le premier point, nous demandons une expertise afin de pouvoir prendre les décisions nécessaires si besoin.

Réponse Douane : ce sera évoqué au prochain GT budget du CHSCT, le déménagement étant prévu fin 2021. Sur l'espace de convivialité, il y en a un dans le bâtiment principal et il est prévu un espace avec un point d'eau, table et cafetière mais pas de micro-onde.

Suite au départ du CRPC, le service contentieux se rapprochera de l'escalier qui est la seule sortie et réduira ainsi le risque en cas d'incendie (étage en cul de sac).

POINT 10 - Questions diverses

Solidaires finances est intervenu sur le relogement de la brigade de Montmélian, savoir où en est l'avancement du dossier.

Réponse Douane : toujours au stade de projet avec un très sérieux suivi – 2 sites ont pu être visités. Volonté d'un relogement dans un délai le plus court possible, 24 mois.

Solidaires finances a proposé 2 visites de site :

- SIE de Chambéry (courant septembre) avec pour objet, installation matérielle et impact de la fusion des SIE.
- SGC d'Albertville (courant novembre) avec le même objet.

La DDFIP n'a émis aucune objection.

Horaires de ce CHSCT - 9h-12h45 et 14h-16h30

